

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Putain, un an !

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 29 juin 2008

Démocratie & Socialisme

En cette fin d'année scolaire, à l'heure des bilans, il serait bon de dresser celui de Napoléon. Vous savez, on l'appelle plus couramment Chanoine honoraire du Latran, ou M. Bling Bling. Que de casquettes pour cet homme si simple, qui, depuis peu, aspire tellement à la discrétion et à l'anonymat... Il est temps de faire les comptes, M. l'omniprésident ! A vous, qui voulez évaluer vos ministres et même les noter, d'aller au tableau et d'entendre les appréciations que mérite votre exercice du pouvoir.

Première remarque : l'aura du président de la Vème République le « mieux élu » n'a pas fait long feu. On se gausse partout de la baisse de la popularité du chef de l'Etat, mais la crise de l'Exécutif est bien plus profonde qu'elle n'en a l'air. Sarko est en effet loin d'avoir réalisé son programme antisocial, qu'il avait d'ailleurs caché lors de sa campagne, afin de se présenter comme le « président du pouvoir d'achat ». En fait, il se faisait fort d'exécuter le mandat donné par les classes possédantes, à savoir diminuer drastiquement le "coup du travail" en France afin d'adapter le capitalisme français à la concurrence internationale. Ce projet devait passer par la remise en cause du salaire socialisé, des cotisations que les gens de droite appellent « charges », du droit de grève, du droit du travail... Mais un an après le début de son mandat, il craint d'en être réduit à faire le Chirac et attendre des jours meilleurs, comme ce fut le cas pour ce dernier en 1986, 1995-97, puis après 2003... Rude coup porté au « volontarisme » présidentiel ! Au moins, Sarko aura appris qu'il ne contrôle pas tout et qu'il est bien peu de chose par rapport à la souffrance sociale de millions de salariés et au mouvement des masses qui recommence à se déployer. **La droite attaque, bien sûr -c'est sa nature !-, mais elle ne bénéficie plus d'un rapport de force si favorable.** Le temps de l'ouverture à « gauche » et l'ambiance d'Union sacrée sont tout deux clos depuis longtemps. Les oppositions se multiplient (lycéens, étudiants, enseignants, fonctionnaires, grande distribution, travailleurs sans-papiers...) et se sont concrétisées dans la défaite de la droite aux élections municipales. Le gouvernement est depuis rentré en crise, tout comme les classes dirigeantes qu'il est censé servir. Certains estiment qu'il faudrait passer en force, car l'opposition est encore trop éclatée pour organiser une réponse globale. N'est ce pas ce que pense Devedjian quand il annonce la suppression de toute limite légale de la durée du travail ? D'autres sont beaucoup plus circonspects et attendent patiemment un second souffle. La crise au sommet de l'Etat s'exprime depuis peu au grand jour, puisque chaque lundi se réunissent maintenant 7 ministres autour du Président, qui continue évidemment à réunir « son » conseil des ministres le mercredi, flanqué d'un Premier ministre, qui n'a pas pas le privilège d'être convié aux réjouissances du lundi. Les conjurés apparaissent à visage découvert, devant les caméras. Sont membres de ce politburo de crise Hortefeux, Bertrand, Darcos, Woerth, Chatel, Wauquiez et Morano. En sont donc exclus Fillon, Borloo, Dati & Cie... Sarko n'avait-il pas insisté, il y a peu, pour que ces serviteurs fassent preuve d'un minimum de solidarité interministérielle ? **Après un an en Sarkozie, la situation commence à se décanter : en bas, on ne veut plus et, en haut, on commence à ne plus pouvoir...** Il est donc plus que temps de démettre ces imposteurs qui s'étaient parés du voile immaculé du « pouvoir d'achat », pour dissimuler leur appartenance de classe. Jamais ils ne serviront les salariés de ce pays ! Ils ne sont que les valets des banquiers et des actionnaires. Le respect de la démocratie la plus élémentaire exige qu'ils s'en aillent. On a commencé à entendre, dans la manif FSU du dimanche 18 mai, des slogans clairement politiques tels que « Un an, ça suffit » ou encore « Darcos Démission », prologue à la faillite du gouvernement. Mais il reste un préalable. Si le PS et le reste de la gauche ne couvrent plus Sarko avec la même exubérance qu'aux lendemains de son élection, ils ne se présentent pas comme un débouché politique naturel pour cette force sociale qui commence à se poser la question du pouvoir. La position fondamentale de notre Parti, sur le traité de Lisbonne ou sur la LRU, est loin de cliver nettement avec celle de la droite... Et le débat actuel sur la nouvelle déclaration de principe, faisant de « l'économie sociale et écologique de marché » le nouveau paradis socialiste, ne va pas dans le sens de la clarification. Mais, de leur côté, que les gauchistes ne jouent pas leurs vierges effarouchées. TOUTE la gauche donne des gages. La tendance dirigée par le LCR dans la FSU n'a-t-elle pas voté avec Aschieri le protocole sur le « dialogue social », imposé par Sarkozy dans la fonction publique ? Bref, n'a-t-elle pas soutenu le dirigeant syndical qui se doit de donner des gages au « Régime » afin de prouver sa loyauté ? Il est plus que temps d'appeler au Tous ensemble contre Sarko et sa bande. Dehors les copains et les coquins ! Elections anticipées afin de désigner une Constituante qui rompe avec la Vème république antidémocratique.

Notre mouvement, le MJS, en pointe dans la mobilisation lycéenne, doit rappeler aux partis de gauche leur

vraie responsabilité : non pas éviter le « désordre » qu'impliquerait un bouleversement du calendrier politique, mais la défense inconditionnelle des salariés. Les fauteurs de trouble, ce ne sont ni les lycéens, ni les sans-papiers, ni les mal-logés. C'est ce gouvernement. Il faut maintenant le dire clairement.

Jean-François Claudon (75)